

# Une écologie populaire

## **Transition écologique = transition sociale**

Asthme, cancers, maladies pulmonaires... : la pollution tue et elle tue d'abord les plus précaires en France et dans le monde. Vivant près des autoroutes et loin des espaces verts, exposés aux produits chimiques dans le nettoyage, l'industrie, le bâtiment... les classes populaires sont les premières à subir les conséquences des pollutions et risques environnementaux.

A l'échelle mondiale on retrouve la même problématique : les conséquences du réchauffement climatique (montée des eaux, sécheresses, incendies...) se font aussi d'abord sentir sur les plus pauvres et dégradent fortement leurs conditions de vie déjà difficiles. En 2005, en France, la canicule a fait 15 000 morts, essentiellement les personnes âgées, essentiellement les plus isolées.

La question environnementale ne se substitue pas à la question sociale. Elle en est une des dimensions et la résoudre est cruciale à la fois pour que le combat écologiste soit une lutte de masse mais aussi pour qu'il puisse répondre aux populations qui en ont le plus besoin. Ce sont les personnes les plus ségréguées par leur classe sociale, leur genre ou par les discriminations raciales qui se retrouvent aussi en première ligne de la dégradation ou des destructions de l'environnement.

## **Dumping écologique et dumping social**

La logique du capitalisme est une prédation qui fait exploiter la nature par les plus pauvres au bénéfice des dominants. Elle les associe par un travail dégradé à des pratiques nocives pour leur santé et leur propre survie comme le dénoncent les milliers de mouvements de protestation et de luttes à travers le monde. Quand les populations résistent à ces prédatations elles sont directement menacées avec la complicité de certains Etats à l'image de la situation actuelle au Brésil ou de la surveillance policière de mouvements écologistes en France (cellule DEMETER).

Le déplacement vers les pays du Sud des nuisances industrielles accélère ces logiques de prédation (déforestation, exploitation minière) et accompagne la désindustrialisation des pays du Nord où les coûts environnementaux commencent à être pris de plus en plus en compte. Le dumping environnemental va donc de pair avec le dumping social. Il ne peut être brisé que par des solidarités Nord/Sud mais aussi à l'intérieur même des Etats riches et en voie de développement par des luttes sociales/politiques contre ces stratégies. Ces discours mettent en avant le pouvoir d'achat des uns ou l'emploi des autres pour ne pas remettre en cause le modèle économique. Agir en France dans la lutte pour le climat passe donc à la fois par des initiatives locales mais aussi obligatoirement par un cadre à la fois européen et mondial. Il s'agit ainsi d'éviter que les progrès de la qualité environnementale des uns ne soient la catastrophe écologique et sociale des autres.

Ce raisonnement doit aussi prévaloir dans nos politiques nationales et particulièrement dans l'aménagement du territoire où l'écologisation des zones résidentielles renforce trop souvent les inégalités spatiales : les plus riches s'approprient les espaces les mieux protégés ou

bénéficient des efforts environnementaux. Les quartiers nouveaux ou réaménagés, sans politique forte de mixité sociale, voient leur foncier fortement augmenter et les populations les plus précaires exclues.

La grande réforme fiscale portée par Générations et le Pôle écologiste inclura donc aussi un volet écologique pour disposer des marges financières nécessaires aux mesures de justice sociale et écologique que l'on retrouve notamment au cœur du mouvement des Gilets Jaunes. Nous appelons ainsi au rétablissement de l'impôt sur la fortune mais en taxant particulièrement les investissements et le patrimoine basés sur le carbone. En taxant les plus riches, nous ferons enfin financer la transition par ceux qui polluent le plus.

### **L'écologie comme pratique démocratique**

D'abord changer de pratique dans notre façon de concevoir des politiques publiques. L'histoire de l'écologie comme celle du socialisme est celle du combat pour la participation démocratique et la coopération. En associant plus étroitement tous les citoyens (et pas seulement ceux qui disposent d'un capital culturel et/ou financier) aux décisions, notamment en matière d'aménagement, en renforçant leurs moyens d'information, nous avons une pierre angulaire de la lutte contre les projets qui dégradent l'environnement et donc les conditions de vie des populations. Cette nouvelle gouvernance territoriale développera l'implication des acteurs locaux afin d'opérer une prise de conscience des impacts des choix énergétiques et une réappropriation citoyenne des moyens de production et de distribution.

Cette démocratisation ne touche pas, en effet, que la sphère politique. Les ressources les plus importantes, les grands réseaux, l'eau, l'énergie, les infrastructures de déplacement (gares, aéroports, ports, routes, autoroutes, fleuves et rivières, etc.) doivent de plus en plus dépendre d'une gestion collective et publique. Devenues des biens communs ces ressources vitales seront ainsi moins coûteuses pour les classes populaires qui retrouveront des marges financières conséquentes.

### **L'écologie pour améliorer la santé et les conditions de vie**

En effet les politiques de lutte contre les pollutions et pour le climat sont de puissants leviers d'amélioration des conditions de vie pour les populations. Elles le sont particulièrement dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

En développant le train, les mobilités douces, les véhicules collectifs électriques, les transports en commun l'atout écologique est conforté par une réelle alternative à la voiture individuelle. Ce défi n'est pas que écologique car il donne l'opportunité de réduire la part non négligeable dans le budget des familles et particulièrement pour les plus défavorisés. Diminuer le budget déplacement est un gain du pouvoir d'achat significatif.

Il en est de même pour la facture de chauffage. En renforçant l'isolation des bâtiments et particulièrement en luttant contre les passoires thermiques qui font exploser les budgets énergie de nombreux foyers, on améliore la santé de la population et nous faisons fortement baisser leurs dépenses énergétiques. Les politiques sociales sont donc indissociables de la transition écologique.

L'alimentation est aussi une priorité pour améliorer la santé des populations, et d'abord celle des agriculteurs, et garantir notre souveraineté. En finançant l'agriculture biologique par le biais d'une réorientation radicale de la PAC et par des politiques nationales/locales (aide à l'installation/reconversion/transmission des terres en faveur de l'agriculture biologique) nous pourrons à la fois en faire la nouvelle agriculture de référence mais aussi la rendre de plus en plus accessible. Ces deux objectifs sont indissociables : une nourriture de qualité n'est viable que si elle profite au plus grand nombre, en rétribuant bien les producteurs mais aussi en se donnant les moyens qu'elle bénéficie aux classes populaires (prix, circuit et lieu de distribution...).

### **Une écologie qui protège**

Nous ferons évoluer la législation pour protéger les populations, et donc souvent les plus précaires, des risques sanitaires liés aux pollutions.

Nous proposons de reprendre entièrement les travaux de la Convention citoyenne pour le climat et d'en finir enfin avec les perturbateurs endocriniens et les néonicotinoïdes tout en proposant des alternatives aux pesticides, en commençant par les plus dangereux. Responsable d'une forte mortalité nous programmerons la sortie maîtrisée du diesel à horizon 2025 pour les voitures neuves et nous renforcerons les normes face aux rejets des particules fines par l'industrie.

Pour renforcer le suivi de cette législation nous mettrons en place une véritable justice environnementale qui se déclinera autant au niveau national qu'international. Nous créerons un organe spécialisé rattaché à la Cour Européenne de Justice qui enquêtera et statuera sur les engagements des Etats en matière de lutte pour le climat. La Cour pour l'Environnement statuera également sur les entreprises établies en Europe opérant à l'étranger et leur respect des normes environnementales dans des secteurs tels que la pêche, l'extraction minière ou le forage. Pour mettre un terme aux processus de destruction en cours, le crime d'écocide permettant de sanctionner pénalement les crimes les plus graves commis contre la planète, doit être reconnu.